



CONTRE G8

EDUCATION ET RECHERCHE

La France a pris le 24 janvier la présidence du G20 et du G8

Dans de nombreux pays, notamment en Europe, les plans d'austérité dont certains particulièrement drastiques ont été élaborés sous la houlette du FMI, font payer la crise du capitalisme aux peuples et non pas à ses responsables : les banques et leurs alliés. Des luttes se mettent en place pour s'opposer à ces plans, dont les premières victimes sont notamment les jeunes. La dégradation des conditions de vie des étudiants, la multiplication de leur stage et de leurs jobs, au détriment de leurs études, font de ceux-ci une main d'œuvre flexible et pas chère. L'absence de perspectives pour les jeunes explique en partie les soulèvements dans le monde arabe et les mouvements étudiants actuels en Europe et jusqu'aux Etats-Unis

Partout dans le monde, les universités sont attaquées, de façon aggravée en Europe au prétexte de la crise, avec notamment la privatisation rampante, la précarisation des personnels et la hausse des frais d'inscription (Royaume-Uni, Portugal, Espagne, Italie, Irlande, Grèce...).

En 2007 et 2009, en France les étudiants et les personnels des universités ont montré leur opposition à une restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche répondant aux intérêts de la finance, au détriment des missions de service public, de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale. Mais le gouvernement, après le Pacte de la recherche (2006) et la loi LRU (2007), poursuit sur cette voie à marche forcée avec le Plan campus, le Grand emprunt et les IDEX, avec pour conséquences la marginalisation de pans entiers d'enseignement

supérieur et de recherche.

Cette année, la France préside le G8 et le G20. À cette occasion, elle accueillera le G8 à Deauville au début de l'été ainsi que le G20 à Cannes en novembre. Les décisions de portée mondiale de ces réunions des pays les plus puissants du monde constituent un déni de démocratie.

Durant cette année, la France va organiser des G8 sur plusieurs thèmes dont les conclusions seront remises lors du G8 général et du G20. Ainsi, on accueillera des G8 sur l'agriculture, sur les marchés financiers, mais aussi sur les universités. Ce dernier aura lieu en deux temps à Besançon et Dijon.

Du 28 au 30 avril, Besançon accueille des étudiants choisis, qui discuteront entre eux de la mobilité internationale et du développement durable. La deuxième partie aura lieu à Dijon où des présidents et recteurs d'université de plus de quarante pays discuteront du lien entre universités et entreprises.

Nous organiserons des actions symboliques à Besançon entre le 27 et le 30 avril, et un contre-sommet international du 5 au 7 mai à Dijon pour faire converger nos luttes et réfléchir à l'université et plus largement au système d'éducation et de recherche que nous voulons, un système qui ne répond pas aux besoins à court terme de « capital humain » mais, au contraire, aux besoins de la société et de chacun de ses membres !

**Lors de ces grandes messes libérales,
des contre-sommets auront également lieu**

Participez au contre-sommet du 5 au 7 mai à Dijon

Manifestation Samedi 7 mai

ATTAC Campus, Fac verte, FSE, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, Solidaires (SUD-étudiant et SUD-éducation), les Alternatifs 21, FASE, JC, NPA, PCF, PG, UEC

Réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche

Mise en concurrence des établissements et des personnels à tous les niveaux, privatisation rampante, précarisation des personnels et appauvrissement des étudiants, soumission toujours plus forte à des intérêts privés... Des mêmes politiques découlent les mêmes conséquences.

Des attaques coordonnées

Le Parlement britannique a voté le triplement des frais d'inscription, allant jusqu'à 10 600 euros, alors que des coupes dans l'enseignement, notamment dans certaines filières du supérieur (lettres, arts...) vont entraîner des fermetures ou des recours systématiques aux fonds privés. Si en Grande-Bretagne, 80% des étudiants sont endettés, en Italie le budget des bourses est supprimé ! Le système français reste largement insuffisant. La politique du gouvernement concernant les aides sociales et le logement encourage des solutions privées qui se substituent à des CROUS de plus en plus pauvres.

En Italie, la réforme Gelmini restructure la gouvernance des universités avec des conseils d'administration dirigés par de véritables managers. Les universités seront évaluées et se verront attribuer des fonds publics en fonction de leur classement. Pour les enseignants et chercheurs, c'est toujours plus de précarité avec le développement des contrats à durée déterminée.

Difficile de ne pas penser aux réformes françaises, notamment à la loi LRU qui a instauré l'autonomie financière et la mise en concurrence des universités. 2010 a vu un florilège d'appels à projets pour des laboratoires d'excellence, initiatives d'excellence, périmètres d'excellence, pôles d'excellence... qui n'ont d'autres fonctions que d'obliger l'enseignement supérieur et la recherche à se mettre au service de la compétitivité économique et des intérêts des grandes entreprises.

Ici aussi, les personnels sont soumis à plus de précarité et à moins d'indépendance ; les financements ne sont plus attribués en fonction des besoins, mais des « performances ». Avec la loi Adnot, discrètement adoptée en décembre, des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur anti-démocratiques, englobant des partenaires privés, peuvent délivrer des diplômes à la place des universités...

Il s'agit d'offrir de nouveaux marchés aux entreprises et de dispenser des formations à plusieurs vitesses.

Avec des diplômes différents d'une fac, voire d'un étudiant à l'autre, il n'y a plus de garantie collective en arrivant sur le marché du travail. Les formations sont de plus en plus adaptées aux besoins d'une branche, d'une entreprise, d'un poste précis. Et tant pis pour ceux qui ne trouvent pas d'emploi. Ils se retrouvent avec un diplôme non reconnu, obligés d'accepter n'importe quel boulot, précaire et sous-payé.

Des luttes de plus en plus nombreuses

Nous avons connu deux grandes grèves universitaires en 2007 et en 2009 en France. Nos camarades Grecs sont parvenus, par deux mouvements en 2006 et 2009, à repousser les attaques. Des luttes étudiantes et lycéennes ont été menées en Italie, au Royaume-Uni, en Autriche et en Hongrie à la fin du dernier semestre. En 2009, même la prestigieuse université de Berkeley aux États-Unis a connu une vague de protestation contre une hausse des frais d'inscription de 32%.

L'argument de chaque gouvernement est simple : il faut faire des réformes ici, car elles sont faites ailleurs. Mais si, d'un pays à l'autre, notre contestation peut se coordonner, nous pourrions mettre un coup d'arrêt à ces politiques ! C'est ce que nous espérons commencer à faire lors du contre-sommet de l'éducation et de la recherche de Dijon.

DE LISBONNE A BOLOGNE

L'enseignement supérieur et la recherche victimes d'une triple attaque néolibérale :

– Des politiques européennes et nationales toujours plus consacrées à une « guerre » où l'éducation et la recherche tendent à être réduites à de simples armes.

Le choix politique de l'Union européenne et de ses États membres est de livrer au marché mondial un nombre toujours plus grand de secteurs d'activité, et donc de renforcer le poids de la compétition économique internationale. L'éducation se focalise alors sur la formation de travailleurs animés de l'esprit d'entreprises et dociles. Les missions de formation du citoyen et de la personne sont délaissées. La recherche se focalise sur l'innovation pour les entreprises, au détriment d'une recherche fondamentale ou répondant aux besoins de la société. Cette logique est celle de la stratégie de Lisbonne, rebaptisée l'an dernier « Europe 2020 : une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive ».

– La transformation de l'enseignement supérieur et de la recherche eux-mêmes en de simples marchandises

Dans tous les pays ou presque, les droits d'inscription augmentent (en France les mobilisations étudiantes ont freiné cette hausse). Le processus de Bologne vise à intégrer l'enseignement supérieur des pays européens dans le marché mondial de l'éducation, et de développer son « attractivité » et sa « compétitivité ». Quant aux résultats de la recherche, ils sont soumis à une obligation de « valorisation » marchande.

– La soumission idéologique de la recherche et de l'enseignement supérieur (et donc des étudiants)

Au-delà de leur présence renforcée dans les conseils, les entreprises entrent dans les universités et les organismes de recherche par différents biais (partenariats publics-privés, fondations privées...) - bien qu'elles soient incompétentes et illégitimes en matière de processus d'acquisition et de construction des connaissances - affaiblissant la liberté et la diversité des activités intellectuelles dans la recherche et l'enseignement supérieur, fondements d'une société libre et démocratique.